

<http://www.pressegauche.org/Universite-du-Quebec-en-Outaouais-Boycottage-massif-de-la-consultation-sur-les>



Université du Québec en Outaouais - Boycottage massif de la consultation sur les violences sexuelles



- Communiqués -
Date de mise en ligne : jeudi 17 mai 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

GATINEAU, QC, le 17 mai 2018 - L'Association générale étudiante (AGE-UQO), le Comité femmes ainsi que trois syndicats de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) ont décidé de boycotter la consultation menée par la direction de l'université concernant l'élaboration d'une politique de lutte contre les violences sexuelles. Le Syndicat des chargées et chargés de cours (SCCC-UQO), le Syndicat des professeures et professeurs (SPUQO) et le Syndicat des étudiantes et étudiants salariés (SEES-UQO) ne participeront pas à la consultation.

La loi 151 visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur obligeait l'UQO à consulter les associations étudiantes et les syndicats dans l'élaboration d'une politique. Or, les cinq organisations refusent de participer à cette consultation.

Dans une lettre datée du 14 mai, les trois syndicats demandaient au recteur de l'UQO que l'énoncé méthodologique de la recherche soit connu tout comme les règles éthiques. De plus, ils demandaient que les résultats soient rendus publics une fois la consultation terminée. Ces demandes ont toutes été refusées par le rectorat.

« L'UQO a choisi de sous-traiter la consultation à des étudiantes et des étudiants inscrits à la maîtrise de gestion de projets. L'AGE-UQO déplore que cet exercice soit confié à des personnes étudiantes non expertes, non outillées et non rémunérées. Si l'AGE puise dans ses poches pour embaucher une intervenante sociale afin de lutter contre les violences sexuelles, la lenteur de l'UQO à participer à des outils concrets et le peu de considération qu'elle porte à cette consultation démontrent un manque flagrant de volonté politique et une incompréhension des enjeux », a déclaré Bianca Schiffo Fuoco, conseillère générale de l'AGE-UQO.

« L'UQO n'a jamais pris au sérieux la lutte contre les violences sexuelles. Depuis, le début, le Comité consultatif pour une communauté exempte de harcèlement, de violence et d'agression à caractère sexuel a manqué de transparence. C'est d'ailleurs pourquoi trois chargées de cours avaient quitté ce comité le 13 décembre 2017 », a soutenu Marie-Josée Bourget, présidente du SCCC-UQO.

« Nous avons peur que la politique soit déjà écrite et que cette pseudo-consultation ne serve qu'à se conformer à la loi 151 », a pour sa part affirmé Sophie Potvin, présidente du SEES-UQO. « Nous avons l'impression d'être instrumentalisées par l'UQO. Nous accepterions d'être consultées si l'enquête était menée par des spécialistes des violences sexuelles et si nous avions l'assurance que notre opinion allait être prise en compte », a pour sa part déclaré Valérie La France-Moreau, porte-parole du Comité femmes UQO.

« Nous avons à coeur la lutte contre les violences sexuelles. Nous voulons participer à l'élaboration de la politique de lutte contre ces violences. La haute direction de l'UQO ne s'y prend pas de la bonne manière pour y arriver » a soutenu Stéphanie Demers, présidente du SPUQO.